

*Les subsides*

Le gouvernement doit se retirer du marché. Il est impossible d'intervenir juste un peu. En renflouant une entreprise, on crée des distortions sur le marché, de sorte que les autres entreprises doivent faire face à une concurrence injuste. Il faut ensuite les renflouer toutes. C'est s'aventurer sur une pente très glissante qu'il est impossible de remonter, du moins tant que le gouvernement sera au pouvoir, appuyé par le petit croupion rouge. De toute évidence, ils croient qu'il n'y a qu'à concentrer le pouvoir entre les mêmes mains, celles du gouvernement, tant et si bien que ces grandes entreprises qui achètent, vendent et échangent sont parvenues à s'isoler totalement de toutes les forces du marché.

Dès qu'elles éprouvent des difficultés, et plus particulièrement si les banques leur disent qu'elles sont en difficulté, elles se précipitent vers le gouvernement. Elles lui demandent de les renflouer ou plutôt de renflouer les banques, non pas, en vérité, les travailleurs ou l'entreprise. Maislin Trucking en est un bel exemple. On n'a pas renfloué les travailleurs ou les petits entrepreneurs qui travaillaient pour Maislin Trucking. On a renfloué la banque, puis elle a tout lâché, et ce fut un sauve-qui-peut. Personne n'a eu pitié du petit entrepreneur ou de l'ouvrier. On n'a eu de compassion que pour la banque qui avait dit à Maislin de demander au gouvernement de la renflouer, sans quoi il aurait l'incroyable responsabilité politique de mettre tous ces gens au chômage. Il en va de même pour Dome Petroleum et toutes les autres entreprises de sauvetage auxquelles nous avons participé.

Le problème, c'est que l'on ne peut pas se contenter de sauver à moitié une entreprise, de même que l'on ne peut pas être à moitié enceinte. Une fois démarré, le processus doit continuer. C'est un peu comme un cancer qui détruit tout notre système. Il est temps de mettre un terme à cette croissance incontrôlée. Il est temps de commencer à renforcer les bases de notre système, à faire sortir le gouvernement du marché et à alléger le fardeau social des sociétés.

J'ai dit quelques mots des impôts lorsque j'ai parlé de la mine située dans la circonscription de mon ami de Skeena. Trente-cinq p. 100 des capitaux requis pour mettre cette mine en exploitation concernent les structures sociales. Lorsqu'on parle d'impôt, pensons aux taxes que les sociétés doivent payer outre l'impôt sur les bénéfices, notamment les taxes sur le carburant et les taxes municipales, régionales et provinciales. Elles ont toutes atteint des proportions injustifiées. Le coût d'exploitation de nombreux centres de ressources dans le pays représente, à l'heure actuelle, de 25 à 30 p. 100 par an en autres impôts et taxes. C'est incroyable. Nous devons renverser la tendance. Au lieu d'imposer plus de taxes à nos sociétés, nous devons être moins sévères, alléger cet énorme fardeau social et les libérer du gouvernement actuel et de ce petit groupe parasite là-bas.

**M. Fulton:** Monsieur le Président, j'ai une brève question à poser au député de Prince George-Peace River (M. Oberle). Je ne m'étendrai pas longtemps sur la façon dont le député a déformé la réalité. Certains de ses électeurs le croient sans doute. De temps à autre, je distribue des discours dans ma circonscription et tout le monde se paye une bonne rigolade. Le député ne sait manifestement pas de quoi il parle, même si à l'occasion, il donne l'impression de le savoir, en dehors de la Chambre.

A l'époque où le député était ministre, son gouvernement a décidé de supprimer tous les crédits à la création d'emplois.

C'est l'une des questions à l'étude aujourd'hui. Peut-il nous dire quels résultats cette politique a eu à l'égard de projets comme ceux dont nous parlons aujourd'hui? Il accuse le gouvernement d'en face de donner de l'argent à la Malaisie pour la construction d'une usine de pâtes à papier, et au Chili pour l'ouverture d'une mine de cuivre. J'ai pris le temps d'écrire une lettre aux Affaires extérieures. J'ai toutes les données en main. Je sais que les chiffres étaient plus élevés en 1979, lorsque le député faisait partie du gouvernement, que de 1980 à 1984 sous le gouvernement actuel. Le gouvernement conservateur a dépensé davantage que les libéraux pour ouvrir dans d'autres pays des mines en concurrence directe avec les nôtres. Dans le secteur forestier, il a financé certains projets dans des dictatures sud-américaines et indonésiennes, qui n'ont même pas été réalisés dans notre pays. Le député prétend être très au courant de l'industrie forestière, mais ce n'est pas moins ce qui s'est passé.

Le ministre veut-il dire aux Canadiens que l'expérience de Schefferville est véritablement la bonne solution? Estime-t-il que lorsque des mines ferment, le gouvernement et les sociétés en cause n'ont aucune responsabilité? Le cas de Schefferville est-il véritablement la devise du Parti conservateur?

**M. Oberle:** Monsieur le Président, parlons d'humour. On ne peut pas traiter le député de menteur effronté, parce qu'il a du front tout autour de la tête. Il ne dit certainement pas la vérité lorsqu'il parle des politiques du gouvernement Clark en 1979. J'ai parlé du fait que nous avions à vrai dire renoncé à nos options. Il ne nous reste plus d'options. Les entreprises n'ont pas reçu d'argent pour prendre de l'expansion. Nous avons détruit leurs débouchés. Il y a deux millions de chômeurs au Canada, dont la moitié sont âgés de moins de 24 ans. On n'a pas le choix, il faut compter sur les programmes de création d'emplois à brève échéance que le gouvernement instaure depuis cinq ou six ans.

Dans quelques mois, vous pourrez peut-être m'appeler monsieur le ministre. Alors, je vous dirai probablement que pendant un certain temps, pour combler ce fossé et rétablir l'esprit d'entreprise et le fondement sur lequel repose l'industrie et l'économie, il faudra probablement continuer à mettre en œuvre des programmes de création d'emplois et des programmes innovateurs auxquels les petites entreprises, qui sont les véritables créatrices d'emplois, pourraient souscrire. Ces programmes ne créeront pas des emplois de deux mois, quatre fois par an, qui pourront compter pour 400,000 emplois en un an, chaque emploi étant recyclé à quatre reprises. Le nombre d'emplois créés par le gouvernement depuis cinq ans est supérieur au nombre d'habitants. Le gouvernement recycle ces emplois trois ou quatre fois par an.

Le Nouveau parti démocratique a aidé les députés d'en face à renverser le budget conservateur en février 1980. Ce budget contenait très peu de mesures susceptibles de sauver les agriculteurs et les pêcheurs de la circonscription du député. Ils ont décidé de vendre leur âme au diable en renversant le gouvernement progressiste conservateur. Nous devons probablement maintenir certains de ces programmes. Par contre, ce ne sera pas pour longtemps; nous les maintiendrons juste le temps qu'il faut pour redresser la situation économique et rétablir un régime de libre entreprise où les petits commerçants auront un